



---

CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

# Dossier consolidé

Projet de loi 5745

Projet de loi portant approbation de l'accord de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers

Date de dépôt : 09-07-2007

Date de l'avis du Conseil d'État : 07-10-2008

## Liste des documents

<b>Date</b>	<b>Description</b>	<b>Nom du document</b>	<b>Page</b>
09-01-2009	Résumé du dossier	Résumé	<u>3</u>
09-07-2007	Déposé	5745/00	<u>5</u>
26-05-2008	Avis de la Chambre de Commerce (26.5.2008)	5745/01	<u>30</u>
07-10-2008	Avis du Conseil d'Etat (7.10.2008)	5745/02	<u>38</u>
23-10-2008	Rapport de commission(s) : Commission des Finances et du Budget Rapporteur(s) : Monsieur Laurent Mosar	5745/03	<u>41</u>
09-12-2008	Dispense du second vote constitutionnel par le Conseil d'Etat (09-12-2008) Evacué par dispense du second vote (09-12-2008)	5745/04	<u>46</u>
31-12-2008	Publié au Mémorial A n°204 en page 3108	5745	<u>49</u>

# Résumé

## Objet du projet de loi

L'objet du présent projet de loi consiste à approuver l'accord de coopération signé à Luxembourg le 26 octobre 2004 entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers

Dans la mesure où l'accord sur la lutte contre la fraude revêt le caractère d'un accord mixte, il a été signé non seulement par la Communauté européenne mais également par chacun des États membres qui doivent ainsi le transposer dans leur droit national. Afin de pouvoir être appliqué sur le territoire de l'Union Européenne, il doit être ratifié par chaque État membre.

L'accord de coopération pour lutter contre la fraude comprend 48 articles regroupés dans quatre titres et répondant aux objectifs suivants :

- créer un cadre clair pour la répression de la fraude entre un Etat membre et la Suisse

- lutter de manière efficace contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers des parties contractantes

- renforcer l'assistance administrative dans ces domaines

- étendre l'entraide judiciaire à de nombreux cas de fraudes, notamment la contrebande et l'évasion de fiscalité indirecte

- reconnaître l'importance de la lutte contre le blanchiment d'argent

Le texte de l'accord simplifie les procédures d'assistance mutuelle, prévoit leur accélération et l'élargissement de leur champ d'application.

L'accord a essentiellement pour objectif de mettre un terme aux activités illégales dans le domaine financier. Il comporte indubitablement des avancées significatives dans plusieurs domaines, notamment en ce qui concerne l'obligation de coopération en matière de fiscalité indirecte, l'extension du champ de l'entraide, la possibilité de transmission directe des demandes entre autorités judiciaires, le principe du respect par l'autorité requise des exigences procédurales et des délais spécifiés par la partie requérante, la limitation du contrôle de double incrimination et l'obligation de coopération en matière de recueil des informations bancaires et financières.

5745/00

## N° 5745

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2006-2007

**PROJET DE LOI**

**portant approbation de l'accord de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers**

\* \* \*

(Dépôt: le 9.7.2007)

**SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (29.6.2007) .....	1
2) Texte du projet de loi .....	2
3) Exposé des motifs .....	2
4) Commentaire des articles .....	4
5) Décision du Conseil relative à la signature, au nom de la Communauté européenne, de l'accord de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers .....	5
6) Accord de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers .....	6

\*

**ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT**

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

*Article unique.*— Notre Ministre des Finances est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi portant approbation de l'accord de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers.

Palais de Luxembourg, le 29 juin 2007

*Le Ministre des Finances,*

Jean-Claude JUNCKER

HENRI

\*

## TEXTE DU PROJET DE LOI

**Art. I.–** Est approuvé l'accord de coopération signé à Luxembourg en date du 26 octobre 2004 entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers.

**Art. II.–** La division du contentieux, d'enquêtes et des recherches au sein de l'Administration des Douanes et Accises, respectivement le directeur de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines ou son délégué sont désignés comme autorité centrale pour la transmission et la réception des demandes d'assistance administrative en matière douanière et accisienne respectivement en matière de taxe sur la valeur ajoutée, en application de l'article 11 de l'accord.

**Art. III.–** Le procureur général d'Etat est désigné comme autorité centrale pour la transmission et la réception des demandes d'entraide judiciaire, en application de l'article 27 de l'accord.

\*

## EXPOSE DES MOTIFS

L'accord, conclu en 2004, entre la Communauté européenne, ses Etats membres et la Suisse, pour l'amélioration de la lutte contre la fraude s'inscrit dans une deuxième série d'accords bilatéraux liant l'Union européenne et la Suisse. Une première série d'accords, conclus en 1999, est entrée en vigueur en 2002.

Ces accords spécifiques liant l'Union européenne à la Suisse visent à établir un cadre juridique adapté aux nombreux échanges existant entre ces deux ensembles en l'absence d'adhésion de la Suisse à l'Union européenne. Partant du constat qu'une éventuelle adhésion ne pourrait être envisagée qu'à long terme, les autorités helvétiques et européennes ont décidé d'adopter une démarche pragmatique en négociant des accords bilatéraux qui facilitent les rapports de tous ordres entre la Suisse et les pays qui l'entourent, appartenant tous à l'Union européenne.

Une première série d'accords avait été conclue en 1999, à savoir 7 accords bilatéraux portant sur la libre circulation des personnes, des transports terrestres, du transport aérien, l'agriculture, de la recherche, des obstacles techniques au commerce et des marchés publics. Ces 7 accords sont entrés en vigueur le 1er juin 2002.

Les négociations relatives à l'accord de coopération pour lutter contre la fraude ont débuté au mois de juillet 2001, parallèlement à celles concernant huit autres accords sectoriels. Elles se sont achevées le 25 juin 2004, et l'ensemble des accords de la deuxième génération a été signé le 26 octobre 2004. Dans la mesure où l'accord sur la lutte contre la fraude revêt le caractère d'un accord mixte, il a été signé non seulement par la Communauté Européenne mais également par chacun des Etats membres qui doit le transposer dans son droit national.

L'accord comprend 48 articles, regroupés dans quatre titres dont les objectifs peuvent être résumés comme suit:

- créer un cadre clair pour la répression de la fraude entre un Etat membre et la Suisse,
- lutter de manière efficace contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers des parties contractantes,
- renforcer l'assistance administrative dans ces domaines,
- étendre l'entraide judiciaire à de nombreux cas de fraudes, notamment la contrebande et l'évasion de fiscalité indirecte,
- reconnaître l'importance de la lutte contre le blanchiment d'argent.

Le titre premier reprend les dispositions d'ordre général. Les premiers articles procèdent ainsi à la définition des actions de lutte contre la fraude, qui comprennent „la prévention, la détection, l'investigation, la poursuite et la répression“ de toute activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers des parties contractantes. Cette lutte passe par une coopération tant administrative que judiciaire, protégée, si nécessaire, par le secret pouvant couvrir les informations et éléments de preuve obtenus dans ce cadre. Les modalités de cette assistance administrative, et surtout judiciaire, sont détaillées de façon précise par l'accord.

L'objectif général du texte réside dans la simplification des procédures d'assistance mutuelle, leur accélération et l'élargissement de leur champ d'application.

L'accord sur la lutte contre la fraude a essentiellement pour objectif de mettre un terme aux activités illégales dans le domaine financier. Il comporte indubitablement des avancées significatives dans plusieurs domaines, notamment en ce qui concerne l'obligation de coopération en matière de fiscalité indirecte, l'extension du champ de l'entraide, la possibilité de transmission directe des demandes entre autorités judiciaires, le principe du respect par l'autorité requise des exigences procédurales et des délais spécifiés par la partie requérante, la limitation du contrôle de double incrimination et l'obligation de coopération en matière de recueil des informations bancaires et financières.

Il est important de noter que la fiscalité directe est exclue du champ d'application de l'accord (art. 2 paragraphe 4 de l'accord) et qu'une demande de coopération sur base de l'accord peut être refusée lorsque la demande porte sur une valeur d'importance mineure (droit non perçu inférieur à 25.000 euros ou valeur des marchandises exportées ou importées sans autorisation inférieure à 100.000 euros).

Le titre II traite de l'assistance administrative avec les autorités compétentes de la Confédération suisse. Il est à noter qu'en ce qui concerne l'assistance sur demande (chapitre 2), l'assistance spontanée (chapitre 3) et les formes particulières de coopération (chapitre 4), l'accord de coopération s'est largement inspiré du règlement (CE) modifié No 1798/2003 du Conseil du 7 octobre 2003 concernant la coopération administrative dans le domaine de la taxe sur la valeur ajoutée. En ce qui concerne le recouvrement des créances tombant dans le champ d'application dudit accord (chapitre V), ce dernier est basé sur les principales dispositions de la directive 76/308/CEE modifiée du Conseil du 15 mars 1976 concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances relatives à certaines cotisations, droits, taxes et autres mesures, directive transposée en droit national par la loi du 20 décembre 2002 concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement dans la Communauté européenne des créances relatives à certains impôts, cotisations, droits, taxes et autres mesures.

Les articles 9, 13 et 24 suscitent les observations suivantes:

- L'article 9 de l'accord a pour objet de limiter le cadre juridique de l'assistance administrative en ce sens que la compétence de l'autorité compétente requise pour l'exécution des demandes d'assistance est limitée aux seuls droits et pouvoirs légaux internes. Ainsi cette autorité ne peut-elle faire des enquêtes et transmettre des informations que lorsque la législation ou la pratique administrative l'autorise à effectuer ces enquêtes, à recueillir ou à utiliser ces informations pour ses propres besoins.
- Il résulte de l'article 9 de l'accord que les parties contractantes appliquent les dispositions du titre II concernant l'assistance administrative dans le cadre des compétences qui leur ont été conférées sur base de leur droit interne. Aussi l'Administration des Douanes et Accises est-elle compétente pour le traitement des demandes de surveillance des échanges de marchandises visées par l'article 13 de l'Accord en matière de taxe sur la valeur ajoutée, dans la mesure de la compétence lui conférée notamment par la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée et des règlements grand-ducaux pris en son exécution.
- En ce qui concerne le recouvrement des créances tombant dans le champ d'application de l'accord (article 24), il est signalé que, conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi du 20 décembre 2002 prémentionnée, les créances afférentes aux droits d'accises et à la taxe sur la valeur ajoutée dont le recouvrement est demandé par les autorités compétentes de la Confédération suisse aux autorités compétentes luxembourgeoises ne jouissent pas des garanties du Trésor le cas échéant applicables aux créances analogues de l'Etat luxembourgeois.

Le titre III traite de l'entraide judiciaire avec la Suisse. A noter que le libellé des articles 25 à 38 de l'accord est repris d'autres instruments juridiques internationaux, notamment la convention du 29 mai 2000 relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les Etats membres de l'Union européenne (JOCE 197 du 12 juillet 2000) et du Protocole du 16 octobre 2001 à la convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les Etats membres de l'Union européenne (JOCE 326 du 21 novembre 2001). L'article 26 de l'accord est ainsi repris de l'article 3 de la convention d'entraide et précise que le champ de l'entraide judiciaire est étendu aux procédures relatives aux infractions poursuivies par des autorités administratives dont la décision peut donner lieu à un recours devant une juridiction compétente notamment en matière pénale. Il s'agit en l'espèce des „Ordnungswidrigkeiten“ connues en droit allemand ainsi qu'en droit suisse.



L'article 27 se retrouve à l'article 6 de la convention entraide.

L'article 29 de l'accord prévoit que des mesures provisoires peuvent être ordonnées en vue de maintenir une situation existante. Cet article se retrouve également dans la décision-cadre du Conseil du 22 juillet 2003 relative à l'exécution dans l'Union européenne des décisions de gel de biens ou d'éléments de preuve.

L'article 30 est inspiré de l'article 13, paragraphe 5 de la convention entraide de 2000.

L'article 31 sur les perquisitions et saisies reproduit en fait l'article 51 de la convention d'application de l'accord de Schengen et limite la possibilité pour la partie requise d'exiger le contrôle de la double incrimination pour l'exécution des demandes d'entraide aux fins de perquisition et de saisie.

L'article 32 sur les demandes de renseignements bancaires et financiers est repris des articles 1 à 3 du Protocole à la convention de 2000.

L'article 33 sur les livraisons surveillées est repris de l'article 12 de la convention entraide. A noter que le projet de loi No 5588 portant réglementation de quelques méthodes particulières de recherche et modification de certaines dispositions du Code pénal et du Code d'instruction criminelle, déposé le 15 juin 2006 à la Chambre des Députés vise à introduire en droit luxembourgeois une réglementation de l'observation policière et de l'infiltration policière.

L'article 34 de l'accord est repris de l'article 8 de la convention entraide de 2000.

L'article 35 est inspiré de l'article 4, paragraphes 2 à 4 de la convention et l'article 36 est inspiré de l'article 23 de la convention. Cet article porte tempérament au principe de spécialité applicable en autorisant l'utilisation des informations communiquées à d'autres fins que celles pour lesquelles l'entraide a été accordée (procédures suivies à l'encontre d'autres personnes, requalification des faits, utilisation dans les procédures de confiscation).

Enfin, les dispositions finales font l'objet du titre IV qui établit un comité mixte, responsable de la bonne application de l'accord (article 39). Ce comité est chargé de régler les différends qui peuvent naître de l'interprétation ou de l'application de l'accord (article 40). Une réciprocité est instaurée afin de permettre le refus d'une demande de coopération par une des parties contractantes qui aurait été traitée d'une manière similaire (article 41). Une demande de révision de l'accord peut être soumise au comité mixte par une des parties contractantes. Celui-ci formule alors des recommandations (article 42). L'accord s'applique au territoire de la Confédération suisse et à celui de la Communauté européenne (article 43). Il est prévu que l'accord sur la lutte contre la fraude est conclu pour une durée indéterminée et ratifié par les parties contractantes selon les procédures qui leurs sont propres (article 44). Le texte peut cependant être dénoncé (article 45). Par ailleurs, il ne s'applique aux demandes concernant les activités illégales que si elles ont été commises au moins six mois après la date de sa signature (article 46).

Il faut souligner l'intérêt de cet accord sur un plan politique et diplomatique alors qu'il joue sans aucun doute un rôle important dans le rapprochement de la Suisse de l'Union européenne.

\*

## COMMENTAIRE DES ARTICLES

### *Article I.*

Cet article approuve formellement l'accord.

### *Article II.*

Cet article désigne l'autorité centrale prévue à l'article 11 de l'accord.

### *Article III.*

L'article III désigne le procureur général d'Etat, conformément à l'article 2 de la loi du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale.

\*

## DECISION DU CONSEIL

du ...

**relative à la signature, au nom de la Communauté européenne, de l'accord de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers**

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment son article 280 en liaison avec l'article 300, paragraphe 2,

vu la proposition de la Commission,

considérant ce qui suit:

(1) Après autorisation du Conseil en date du 14 décembre 2000, la Commission a négocié, au nom de la Communauté et de ses Etats membres, un accord de coopération avec la Confédération suisse pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers, y compris en matière de taxe sur la valeur ajoutée et d'accises, ainsi qu'un acte final relatif à cet accord.

(2) Il convient de signer l'accord et l'acte final paraphés le 25 juin 2004, sous réserve de la conclusion à une date ultérieure,

DECIDE:

### *Article premier*

La signature de l'accord de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers ainsi que de l'acte final relatif à cet accord est approuvée au nom de la Communauté, sous réserve de la conclusion.

Les textes de l'accord et de l'acte final sont joints à la présente décision.

### *Article 2*

Le président du Conseil est autorisé à désigner la (les) personne(s) habilitée(s) à signer l'accord et l'acte final au nom de la Communauté, sous réserve de la conclusion.

FAIT à Bruxelles, le ...

*Par le Conseil,  
Le Président,  
(signature)*

\*

**ACCORD DE COOPERATION**

**entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers**

*La Communauté européenne,*

*Le Royaume de Belgique,*

*La République tchèque,*

*Le Royaume de Danemark,*

*La République fédérale d'Allemagne,*

*La République d'Estonie,*

*La République hellénique,*

*Le Royaume d'Espagne,*

*La République française,*

*L'Irlande,*

*La République italienne,*

*La République de Chypre,*

*La République de Lettonie,*

*La République de Lituanie,*

*Le Grand-Duché de Luxembourg,*

*La République de Hongrie,*

*La République de Malte,*

*Le Royaume des Pays-Bas,*

*La République d'Autriche,*

*La République de Pologne,*

*La République portugaise,*

*La République de Slovénie,*

*La République slovaque,*

*La République de Finlande,*

*Le Royaume de Suède,*

*Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,*

d'une part, et

*La Confédération suisse,*

d'autre part,

ci-après dénommés les parties contractantes,

*Considérant* les relations étroites entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part,

*Désireuses* de lutter de manière efficace contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers des parties contractantes,

*Tenant compte* de la nécessité de renforcer l'assistance administrative dans ces domaines,

*Convaincues* que l'entraide judiciaire, comprenant les perquisitions et saisies, doit être accordée y compris dans tous les cas de contrebande et d'évasion en matière de fiscalité indirecte, notamment la taxe sur la valeur ajoutée, les droits de douane et les accises,

*Reconnaissant* l'importance de la lutte contre le blanchiment d'argent,

SONT CONVENUS DE CONCLURE L'ACCORD SUIVANT:

## TITRE I

### **Dispositions générales**

#### *Article 1*

#### **Objet**

L'objet du présent accord est d'étendre l'assistance administrative et l'entraide judiciaire en matière pénale entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, en vue de combattre les activités illégales visées à l'article 2.

#### *Article 2*

#### **Champ d'application**

1. Le présent accord trouve application dans les domaines suivants:
  - a) la prévention, la détection, l'investigation, la poursuite et la répression administratives et pénales de la fraude et de toute autre activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers respectifs des parties contractantes, concernant:
    - les échanges de marchandises en violation de la législation douanière et agricole;
    - les échanges en violation de la législation fiscale en matière de taxe sur la valeur ajoutée, d'impôts spéciaux à la consommation et de droits d'accises;
    - la perception ou la rétention de fonds – y compris l'usage de ces fonds à des fins autres que celles pour lesquelles ils ont été initialement octroyés – provenant du budget des parties contractantes ou des budgets gérés par celles-ci ou pour leur compte, telles que les subventions et les restitutions;
    - les procédures de passation de contrats attribués par les parties contractantes;
  - b) la saisie et le recouvrement des montants dus ou indûment perçus résultant des activités illégales mentionnées à la lettre (a).
2. La coopération au sens des titres II (assistance administrative) et III (entraide judiciaire) ne pourra être refusée au seul motif que la demande se rapporte à une infraction que la partie contractante requise qualifie d'infraction fiscale ou que la législation de la partie contractante requise ne connaît pas le même type de prélèvements ou de dépenses ou ne contient pas le même type de réglementation ou la même qualification juridique des faits que la législation de la partie contractante requérante.
3. Le blanchiment du produit des activités couvertes par le présent accord est inclus dans le champ d'application à condition que les activités qui constituent le fait préalable soient punissables selon le

droit des deux parties contractantes d'une peine privative de liberté ou d'une mesure de sûreté restreignant la liberté d'un maximum de plus de six mois.

4. Les impôts directs sont exclus du champ d'application du présent accord.

#### *Article 3*

#### ***Cas d'importance mineure***

1. L'autorité de la partie contractante requise peut refuser une demande de coopération lorsque le montant présumé des droits trop peu perçus ou éludés représente une valeur qui n'excède pas 25.000 EUR ou que la valeur présumée des marchandises exportées ou importées sans autorisation représente une valeur qui n'excède pas 100.000 EUR à moins que l'affaire, en raison de ses circonstances ou de la personne du suspect, ne soit considérée comme très grave par la partie contractante requérante.

2. L'autorité de la partie contractante requise informe sans délai l'autorité de la partie contractante requérante des motifs du refus de la demande de coopération.

#### *Article 4*

#### ***Ordre public***

La coopération pourra être refusée si la partie contractante requise estime que l'exécution de la demande est de nature à porter atteinte à la souveraineté, à la sécurité, à l'ordre public ou à d'autres intérêts essentiels de la partie contractante requise.

#### *Article 5*

#### ***Transmission d'informations et d'éléments de preuve***

1. Les informations et les éléments de preuve communiqués ou obtenus en vertu du présent accord, sous quelque forme que ce soit, sont couverts par le secret officiel et bénéficient de la protection accordée aux informations analogues par la loi nationale de la partie contractante qui les a reçus et par les dispositions correspondantes applicables aux institutions communautaires.

Ces informations et ces éléments de preuve ne peuvent notamment être communiqués à des personnes autres que celles qui, au sein des institutions communautaires, des Etats membres ou de la Confédération suisse, sont, par leurs fonctions, appelées à en connaître, ni être utilisés par celles-ci à des fins autres que celles tombant sous le champ d'application du présent accord.

2. Les informations et les éléments de preuve obtenus par la partie contractante requérante en application du présent accord peuvent être transmis à toute partie contractante si cette partie contractante mène une enquête pour laquelle la coopération ne serait pas exclue ou s'il existe des indices concrets que cette partie contractante pourrait utilement mener une telle enquête. Cette communication ne pourra avoir lieu à des fins autres que celles prévues par le présent accord.

3. La transmission des informations et des éléments de preuve obtenus en vertu du présent accord à une autre partie contractante ou à plusieurs parties contractantes ne peut pas faire l'objet d'un recours dans la partie contractante initialement requise.

4. Toute partie contractante bénéficiaire de la communication d'informations ou d'éléments de preuve en conformité avec le paragraphe 2 respecte les limitations d'utilisation de ceux-ci opposées par la partie contractante requise à la partie contractante requérante de la première transmission.

5. La transmission d'informations et d'éléments de preuve obtenus en application du présent accord par une partie contractante à un Etat tiers est soumise à l'autorisation de la partie contractante qui est à l'origine de ces informations et de ces éléments de preuve.

*Article 6****Confidentialité***

La partie contractante requérante peut demander à la partie contractante requise de veiller à ce que la requête et son contenu restent confidentiels, sauf dans la mesure où cela n'est pas compatible avec l'exécution de la requête. Si la partie contractante requise ne peut pas se conformer aux impératifs de la confidentialité, elle en informe au préalable l'autorité de la partie contractante requérante.

## TITRE II

**Assistance administrative****Chapitre 1 – Dispositions générales***Article 7****Rapport avec d'autres accords***

Le présent titre n'affecte ni les dispositions applicables à l'entraide judiciaire en matière pénale, ni les obligations plus étendues dans le domaine de l'assistance administrative ou les dispositions plus avantageuses d'arrangements bilatéraux ou multilatéraux de coopération entre les parties contractantes, notamment le Protocole additionnel relatif à l'assistance administrative mutuelle en matière douanière du 9 juin 1997.

*Article 8****Portée***

1. Les parties contractantes se prêtent mutuellement assistance pour combattre les activités illégales visées par le présent accord, notamment en prévenant et en décelant les opérations et autres actes et omissions contraires à la législation pertinente, et en menant des enquêtes à leur sujet.
2. L'assistance établie dans le présent titre s'applique à toute autorité administrative compétente des parties contractantes agissant dans le cadre de l'exercice de pouvoirs d'enquête administrative ou de pouvoirs de poursuite pénale, y compris lorsque ces autorités exercent des pouvoirs à la demande des autorités judiciaires.

Si une enquête pénale est effectuée par une autorité judiciaire ou sous sa direction, cette autorité détermine si les demandes d'assistance mutuelle ou de coopération y afférentes sont présentées sur la base des dispositions applicables à l'entraide judiciaire en matière pénale ou sur la base du présent titre.

*Article 9****Compétences***

1. Les autorités des parties contractantes appliquent les dispositions du présent titre dans le cadre des compétences qui leur ont été conférées sur la base de leur droit interne. Aucune disposition du présent titre ne peut être interprétée comme une modification des compétences reconnues en vertu de leurs dispositions internes aux autorités des parties contractantes au sens du présent titre.  
Elles procèdent comme si elles agissaient pour leur propre compte ou à la demande d'une autre autorité de la même partie contractante. Elles exploitent à cet effet tous les pouvoirs légaux dont elles disposent dans le cadre de leur droit interne pour satisfaire à la demande.
2. Les demandes adressées à des autorités non compétentes sont transmises sans délai par ces dernières à l'autorité compétente.

*Article 10****Proportionnalité***

L'autorité de la partie contractante requise peut refuser une demande de coopération lorsqu'il résulte de manière évidente que:

- a) le nombre et la nature des demandes introduites par la partie contractante requérante au cours d'une période donnée impose des charges administratives disproportionnées à l'autorité de la partie contractante requise;
- b) l'autorité de la partie contractante requérante n'a pas épuisé les sources habituelles d'information qu'elle aurait pu, selon les circonstances, utiliser pour obtenir les informations demandées sans risquer de nuire à l'obtention du résultat recherché.

*Article 11****Services centraux***

1. Chaque partie contractante désigne le ou les services centraux compétents pour traiter les demandes d'assistance administrative au sens du présent titre.

Ces services font appel à toute autorité administrative compétente pour l'exécution de l'assistance demandée.

2. Les services centraux communiquent directement entre eux.

3. L'activité des services centraux n'exclut pas, notamment dans les cas d'urgence, la coopération directe entre les autres autorités des parties contractantes compétentes dans les domaines d'application du présent accord. Les services centraux sont informés de toute action faisant appel à cette coopération directe.

4. Les parties contractantes communiquent, lors de la notification prévue à l'article 44, paragraphe 2, quelles sont les autorités considérées comme services centraux aux fins de cet article.

**Chapitre 2 – Assistance sur demande***Article 12****Demandes de renseignements***

1. A la demande de l'autorité de la partie contractante requérante, l'autorité de la partie contractante requise communique à celle-ci, dans les limites du champ d'application du présent accord, tous les renseignements à sa disposition ou à la disposition d'autres autorités de la même partie contractante de nature à lui permettre de prévenir, rechercher et réprimer les activités illégales visées par celui-ci ou nécessaires pour le recouvrement d'une créance. L'autorité de la partie contractante requise procède à toute recherche administrative nécessaire pour obtenir ces renseignements.

2. Il y a lieu de joindre aux renseignements communiqués les rapports et autres documents, ou des copies ou extraits certifiés conformes de ces rapports et documents, sur lesquels s'appuient les renseignements communiqués, dont les autorités de la partie contractante requise disposent ou qui ont été élaborés ou obtenus en vue de répondre à la demande de renseignements.

3. Par accord entre l'autorité de la partie contractante requérante et l'autorité de la partie contractante requise, et conformément aux instructions détaillées de cette dernière, des agents habilités à cet effet par l'autorité de la partie contractante requérante peuvent avoir accès, dans les bureaux des autorités de la partie contractante requise, aux documents et aux renseignements au sens du paragraphe 1 en possession ces autorités de cette partie contractante qui se réfèrent à des activités illégales précises tombant dans le champ d'application du présent accord. Ces agents sont autorisés à prendre des copies de ladite documentation.

*Article 13****Demandes de surveillance***

A la demande de l'autorité de la partie contractante requérante, l'autorité de la partie contractante requise exerce dans toute la mesure du possible une surveillance concernant les échanges de marchandises en violation de la réglementation visée à l'article 2. Cette surveillance pourra porter sur les personnes soupçonnées de manière fondée d'avoir participé ou de participer à la commission de ces activités illégales ou d'accomplir des actes préparatoires en vue de les commettre, ainsi que sur les lieux, les moyens de transport et les marchandises en rapport avec ces activités.

*Article 14****Notification et remise par voie postale***

1. A la demande de l'autorité de la partie contractante requérante, l'autorité de la partie contractante requise notifie au destinataire ou lui fait notifier, conformément aux dispositions internes de la partie contractante requise, tous instruments ou décisions émanant des autorités compétentes de la partie contractante requérante qui entrent dans le champ d'application du présent accord.
2. Les demandes de notification, qui doivent mentionner l'objet de l'acte ou de la décision à notifier, sont accompagnées d'une traduction dans une langue officielle de la partie contractante requise ou dans une langue acceptable pour cette partie contractante.
3. Les parties contractantes pourront envoyer directement par voie postale des actes de notification et des demandes de renseignements et de documents aux opérateurs concernés par le troisième et le quatrième tiret de l'article 2, paragraphe 1, lettre (a), résidant sur le territoire de l'autre partie contractante.

Ces personnes pourront donner suite à ces communications et fournir les documents et les informations pertinents dans la forme prévue par les règles et par les arrangements en vertu desquelles les fonds ont été octroyés.

*Article 15****Demandes d'enquêtes***

1. Sur demande de la partie contractante requérante, la partie contractante requise procède ou fait procéder aux enquêtes utiles concernant des opérations ou des conduites qui constituent des activités illégales visées par le présent accord, ou qui font naître, auprès de l'autorité de la partie contractante requérante, le soupçon fondé que de telles activités illégales ont été commises.
2. La partie contractante requise fait recours à tout moyen d'enquête disponible dans son ordre juridique dans les conditions dans lesquelles elle pourrait avoir recours à ces moyens si elle agissait pour son propre compte ou à la demande d'une autre autorité interne, y compris par l'intervention ou avec l'autorisation si nécessaire des autorités judiciaires.

Cette disposition est sans préjudice du devoir de collaboration des opérateurs économiques en vertu de l'article 17.

L'autorité de la partie contractante requise communique les résultats de ces enquêtes à l'autorité de la partie contractante requérante. L'article 12, paragraphe 2, s'applique mutatis mutandis.

3. L'autorité de la partie contractante requise étend l'assistance à toutes les circonstances, les objets et les personnes présentant un lien apparent avec l'objet de la demande d'assistance, sans qu'une demande complémentaire soit nécessaire. En cas de doute, l'autorité de la partie contractante requise prend d'abord contact avec l'autorité de la partie contractante requérante.

*Article 16****Présence d'agents mandatés par l'autorité de la partie contractante requérante***

1. Par accord entre l'autorité de la partie contractante requérante et l'autorité de la partie contractante requise, des agents désignés par l'autorité de la partie contractante requérante peuvent être présents



lors des enquêtes visées à l'article précédent. Cette présence n'est pas soumise au consentement de la personne ou de l'opérateur économique auprès duquel l'enquête a lieu.

2. Des agents de l'autorité de la partie contractante requise assurent à tout moment la conduite des enquêtes. Les agents de l'autorité de la partie contractante requérante ne peuvent, de leur propre initiative, exercer les pouvoirs reconnus aux agents de l'autorité de la partie contractante requise.

Par contre, ils ont accès aux mêmes locaux et aux mêmes documents que les agents de l'autorité de la partie contractante requise, par leur intermédiaire et pour les seuls besoins de l'enquête en cours.

3. L'autorisation peut être assortie de conditions.

4. Les informations portées à la connaissance de l'autorité de la partie contractante requérante ne pourront être utilisées comme éléments de preuve avant que la transmission des pièces relatives à l'exécution n'ait été autorisée.

#### *Article 17*

##### ***Devoir de collaboration***

Les opérateurs économiques sont tenus de collaborer à l'exécution de la demande d'assistance administrative, en donnant accès à leurs locaux, à leurs moyens de transport et à leur documentation et en fournissant toutes les informations pertinentes.

#### *Article 18*

##### ***Forme et contenu des demandes d'assistance***

1. Les demandes d'assistance sont formulées par écrit. Elles sont accompagnées des documents nécessaires pour y répondre.

En cas d'urgence, les demandes orales sont acceptées, mais elles doivent être confirmées par écrit dès que possible.

2. Les demandes sont accompagnées des renseignements suivants:

- a) l'autorité requérante;
- b) la mesure demandée;
- c) l'objet et le motif de la demande;
- d) la législation, les règles et autres éléments juridiques concernés;
- e) des indications aussi précises et complètes que possible sur les personnes physiques ou morales qui font l'objet des enquêtes;
- f) un résumé des faits pertinents et des enquêtes déjà effectuées, sauf dans les cas prévus à l'article 14.

3. Les demandes sont établies dans une langue officielle de la partie contractante requise ou dans une langue acceptable pour cette partie contractante.

4. Les demandes incorrectes ou incomplètes peuvent être corrigées ou complétées. Les mesures nécessaires pour faire droit à la demande sont mises en œuvre dans l'intervalle.

#### *Article 19*

##### ***Utilisation des informations***

1. Les informations recueillies sont utilisées uniquement aux fins couvertes par le présent accord. Lorsqu'une partie contractante demande l'utilisation de telles informations à d'autres fins, elle doit demander l'accord écrit préalable de l'autorité qui les a fournies. Cette utilisation est alors soumise aux restrictions imposées par cette autorité.

2. Le paragraphe 1 ne fait pas obstacle à l'utilisation des informations dans le cadre d'actions judiciaires ou administratives engagées pour non-respect de la législation visée par la demande d'assistance administrative si les mêmes moyens d'assistance sont disponibles pour ces actions. L'autorité compétente de la partie contractante qui a fourni ces informations est avisée sans délai d'une telle utilisation.

3. Les parties contractantes peuvent faire état, à titre de preuve, dans leurs procès-verbaux, rapports et témoignages ainsi qu'au cours des procédures et poursuites devant les tribunaux, des renseignements recueillis et des documents consultés conformément aux dispositions du présent accord.

### **Chapitre 3 – Assistance spontanée**

#### *Article 20*

##### ***Assistance spontanée***

1. Les formes de coopération établies dans le chapitre précédent peuvent avoir lieu sans demande préalable d'une autre partie contractante.

2. L'autorité de la partie contractante qui transmet les informations peut, conformément au droit interne, assortir de conditions l'utilisation de ces informations par l'autorité de la partie contractante destinataire.

3. Toutes les autorités des parties contractantes sont liées par ces conditions.

### **Chapitre 4 – Formes particulières de coopération**

#### *Article 21*

##### ***Opérations communes***

1. Lors de l'importation, l'exportation et le transit de marchandises, lorsque le volume des transactions et les risques qui en résultent du point de vue des taxes et subventions en jeu sont susceptibles d'engendrer d'importantes pertes pour le budget des parties contractantes, celles-ci peuvent s'entendre pour effectuer des opérations transfrontalières communes en vue de la prévention et de la poursuite des activités illégales tombant dans le champ d'application du présent accord.

2. La coordination et la planification des opérations transfrontalières relèvent de la compétence du service central ou d'un office désigné par lui.

#### *Article 22*

##### ***Equipes communes d'enquête spéciale***

1. Les autorités de plusieurs parties contractantes peuvent, d'un commun accord, créer une équipe commune d'enquête spéciale implantée dans une partie contractante.

2. L'équipe d'enquête effectue des enquêtes difficiles impliquant la mobilisation d'importants moyens et coordonne des actions communes.

3. La participation à une telle équipe ne confère pas aux représentants des autorités des parties contractantes qui la composent le pouvoir d'intervenir sur le territoire de la partie contractante où les enquêtes sont effectuées.

#### *Article 23*

##### ***Agents de liaison***

1. Les autorités compétentes des parties contractantes peuvent convenir du détachement, pour une période déterminée ou indéterminée, d'agents de liaison d'une partie contractante auprès de services compétents d'une autre partie contractante en vue de s'accorder un soutien mutuel dans l'exécution de l'assistance administrative.

2. Les agents de liaison ont une mission d'avis et d'assistance. Ils n'ont pas de pouvoir autonome d'intervention sur le territoire de la partie contractante d'accueil. Ils peuvent, avec l'accord ou à la demande des autorités compétentes des parties contractantes:

- a) faciliter et accélérer l'échange d'informations;
- b) prêter assistance pour les enquêtes;
- c) participer au traitement des demandes d'assistance;
- d) conseiller et assister la partie contractante d'accueil lors de la préparation et de l'exécution d'opérations transfrontalières;
- e) effectuer toute autre tâche dont les parties contractantes peuvent convenir entre elles.

3. Les autorités compétentes des parties contractantes règlent les détails d'un commun accord.

4. Les agents de liaison peuvent représenter les intérêts d'une ou de plusieurs parties contractantes.

## **Chapitre 5 – Recouvrement**

### *Article 24*

#### **Recouvrement**

1. A la demande de la partie contractante requérante, la partie contractante requise procède au recouvrement des créances tombant dans le champ d'application du présent accord comme s'il s'agissait de ses propres créances.

2. La demande de recouvrement d'une créance doit être accompagnée d'un exemplaire officiel ou d'une copie certifiée conforme du titre qui en permet l'exécution, émis par la partie contractante requérante et, le cas échéant, de l'original ou d'une copie certifiée conforme d'autres documents nécessaires pour le recouvrement.

3. La partie contractante requise prend les mesures conservatoires pour garantir le recouvrement d'une créance.

4. L'autorité de la partie contractante requise transfère à l'autorité de la partie contractante requérante le montant de la créance qu'elle a recouvré. En accord avec la partie contractante requérante, elle peut en déduire le pourcentage correspondant aux frais administratifs qu'elle a encourus.

5. Nonobstant le premier paragraphe, les créances à recouvrer ne jouissent pas nécessairement des privilèges des créances analogues nées dans la partie contractante requise.

## TITRE III

### **Entraide judiciaire**

#### *Article 25*

#### **Rapport avec d'autres accords**

1. Les dispositions de ce titre visent à compléter la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959, ainsi que la Convention relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime du 8 novembre 1990 et doivent faciliter leur application entre les parties contractantes.

2. Les dispositions plus favorables découlant d'accords bilatéraux ou multilatéraux entre les parties contractantes ne sont pas affectées.

*Article 26****Procédures dans lesquelles l'entraide est également accordée***

1. L'entraide judiciaire est également accordée:
  - a) dans des procédures pour des faits qui sont punissables selon le droit national d'une des deux parties contractantes ou des deux parties contractantes au titre d'infractions aux règlements poursuivies par des autorités administratives dont la décision peut donner lieu à un recours devant une juridiction compétente notamment en matière pénale;
  - b) dans les actions civiles jointes aux actions pénales, tant que la juridiction répressive n'a pas encore définitivement statué sur l'action pénale;
  - c) pour des faits ou des infractions pouvant engager la responsabilité d'une personne morale de la partie contractante requérante.
2. L'entraide est également accordée aux fins d'investigations et de procédures visant à la saisie et à la confiscation des instruments et des produits de ces infractions.

*Article 27****Transmission des demandes***

1. Les demandes formulées en vertu du présent titre sont présentées par l'autorité de la partie contractante requérante soit à travers une autorité centrale compétente de la partie contractante requise, soit directement auprès de l'autorité de la partie contractante compétente pour exécuter la demande de la partie contractante requérante. L'autorité de la partie contractante requérante et, le cas échéant, l'autorité de la partie contractante requise, envoient copie de la demande à leur autorité centrale respective pour information.
2. Toute pièce relative à la demande ou à son exécution peut être transmise par les mêmes voies. Elle est envoyée, à tout le moins en copie, directement à l'autorité de la partie contractante requérante.
3. Si l'autorité de la partie contractante qui reçoit la demande n'est pas compétente pour accorder l'entraide, elle la transmet sans délai à l'autorité compétente.
4. Les demandes défectueuses ou incomplètes sont acceptées dans la mesure où elles contiennent les éléments essentiels pour être satisfaites, sans préjudice de leur régularisation postérieure par l'autorité de la partie contractante requérante. L'autorité de la partie contractante requise avertit de ces défauts l'autorité de la partie contractante requérante et lui accorde un délai pour la régularisation.

L'autorité de la partie contractante requise transmet sans délai à l'autorité de la partie contractante requérante toute autre indication susceptible de permettre à cette dernière de compléter sa demande ou de l'élargir à d'autres mesures.
5. Les parties contractantes communiquent, lors de la notification prévue à l'article 44, paragraphe 2, quelles sont la ou les autorités centrales compétentes aux fins du présent article.

*Article 28****Remise par voie postale***

1. En règle générale les parties contractantes envoient directement par voie postale des pièces de procédure aux personnes se trouvant sur le territoire de l'autre partie contractante, dans les procédures pour les activités illégales visées au présent accord.
2. Si l'autorité de la partie contractante qui est à l'origine des documents sait, ou a des raisons de considérer, que le destinataire ne connaît qu'une autre langue, les documents, ou au moins les passages les plus importants de ceux-ci, doivent être accompagnés d'une traduction dans cette autre langue.

3. L'autorité de la partie contractante expéditrice avertit le destinataire qu'aucune mesure de contrainte ou de sanction ne pourra être exécutée directement par celle-ci sur le territoire de l'autre partie contractante.

4. Toutes les pièces de procédure sont accompagnées d'une note indiquant que le destinataire peut obtenir de l'autorité identifiée dans la note des informations sur ses droits et obligations concernant la pièce.

#### *Article 29*

##### ***Mesures provisoires***

1. Dans les limites de son droit interne et de ses compétences respectives et à la demande de l'autorité de la partie contractante requérante, l'autorité compétente de la partie contractante requise ordonne les mesures provisoires nécessaires en vue de maintenir une situation existante, de protéger des intérêts juridiques menacés ou de préserver des moyens de preuve, si la demande d'entraide ne semble pas manifestement irrecevable.

2. Le gel et la saisie préventifs sont ordonnés par rapport aux instruments et aux produits des infractions pour lesquelles l'entraide est demandée. Si le produit d'une infraction n'existe plus, en partie ou en totalité, les mêmes mesures sont ordonnées par rapport à des biens qui se trouvent sur le territoire de la partie contractante requise et qui correspondent à la valeur du produit en question.

#### *Article 30*

##### ***Présence des autorités de la partie contractante requérante***

1. La partie contractante requise autorise, à la demande de la partie contractante requérante, les représentants des autorités de cette dernière à assister à l'exécution de la demande d'entraide judiciaire. Cette présence n'est pas soumise au consentement de la personne concernée par la mesure.

L'autorisation peut être assortie de conditions.

2. Les personnes présentes ont accès aux mêmes locaux et aux mêmes documents que les représentants de l'autorité de la partie contractante requise, par leur intermédiaire et pour les seuls besoins de l'exécution de la demande d'entraide judiciaire. Elles peuvent en particulier être autorisées à poser ou à proposer des questions et suggérer des actes d'instruction.

3. Cette présence ne peut avoir pour conséquence que des faits soient divulgués à des personnes autres que celles autorisées en vertu des paragraphes précédents en violation du secret judiciaire ou des droits de la personne concernée. Les informations portées à la connaissance de l'autorité de la partie contractante requérante ne pourront être utilisées comme moyen de preuve avant que la décision concernant la transmission des pièces relatives à l'exécution n'ait acquis force de chose jugée.

#### *Article 31*

##### ***Perquisitions et saisies***

1. Les parties contractantes ne subordonnent pas la recevabilité de commissions rogatoires aux fins de perquisition et de saisie à des conditions autres que celles ci-après:

- a) le fait qui a donné lieu à la commission rogatoire est punissable selon le droit des deux parties contractantes d'une peine privative de liberté ou d'une mesure de sûreté restreignant la liberté d'un maximum d'au moins six mois, ou punissable selon le droit d'une des deux parties contractantes d'une sanction équivalente et selon le droit de l'autre partie contractante au titre d'infraction aux règlements poursuivie par des autorités administratives dont la décision peut donner lieu à un recours devant une juridiction compétente notamment en matière pénale;
- b) l'exécution de la commission rogatoire est compatible avec le droit de la partie contractante requise.

2. Les commissions rogatoires aux fins de perquisition et de saisie pour des faits de blanchiment tombant dans le champ d'application du présent accord sont également recevables à condition que les activités qui constituent le fait préalable soient punissables selon le droit des deux parties contractantes d'une peine privative de liberté ou d'une mesure de sûreté restreignant la liberté d'un maximum de plus de six mois.

#### *Article 32*

##### ***Demande de renseignements bancaires et financiers***

1. Si les conditions de l'article 31 sont remplies, la partie contractante requise exécute les demandes d'entraide concernant l'obtention et la transmission de renseignements bancaires et financiers, y compris:

- a) l'identification et les informations concernant les comptes bancaires ouverts dans des banques établies sur son territoire dont les personnes sous enquête sont titulaires, mandatées ou détiennent le contrôle;
- b) l'identification et toutes les informations concernant des transactions et des opérations bancaires opérées à partir, à destination de ou à travers un ou plusieurs comptes bancaires ou par des personnes déterminées dans une période spécifiée.

2. Dans la mesure de ce qui est autorisé en vertu de son droit de procédure pénale pour des cas internes analogues, la partie contractante requise peut ordonner la surveillance pendant une période précise des opérations bancaires entreprises à partir, à destination de ou à travers des comptes bancaires ou par des personnes déterminées, et la communication des résultats à la partie contractante requérante. La décision relative au suivi des transactions et à la communication des résultats est prise dans chaque cas individuel par les autorités compétentes de la partie contractante requise et doit être conforme à la législation nationale de cette partie contractante. Les modalités pratiques du suivi font l'objet d'un accord entre les autorités compétentes des parties contractantes requérante et requise.

3. Chaque partie contractante prend les mesures nécessaires pour faire en sorte que les institutions financières ne révèlent pas au client concerné ni à d'autres tiers que des mesures sont exécutées à la demande de la partie contractante requérante ou qu'une enquête est en cours, pendant une période limitée à ce qui est nécessaire pour ne pas compromettre le résultat.

4. L'autorité de la partie contractante dont émane la demande:

- a) indique les raisons pour lesquelles elle considère que les informations demandées sont susceptibles d'être fondamentales pour l'enquête portant sur l'infraction;
- b) précise les raisons qui l'amènent à supposer que des banques situées dans la partie contractante requise détiennent les comptes en question et indique, dans la mesure où elle dispose d'indices, quelles sont les banques qui pourraient être concernées;
- c) communique toute information susceptible de faciliter l'exécution de la demande.

5. Une partie contractante n'invoque pas le secret bancaire comme motif pour rejeter toute coopération concernant une demande d'entraide émanant d'une autre partie contractante.

#### *Article 33*

##### ***Les livraisons surveillées***

1. L'autorité compétente de la partie contractante requise s'engage à ce que, à la demande de l'autorité de la partie contractante requérante, des livraisons surveillées puissent être autorisées sur son territoire dans le cadre d'enquêtes pénales relatives à des infractions susceptibles de donner lieu à extradition.

2. La décision de recourir à des livraisons surveillées est prise dans chaque cas d'espèce par les autorités compétentes de la partie contractante requise, dans le respect de son droit national.

3. Les livraisons surveillées se déroulent conformément aux procédures prévues par le droit de la partie contractante requise. Le pouvoir d'agir, la direction et le contrôle de l'opération appartiennent aux autorités compétentes de cette dernière.

*Article 34****Remise en vue de confiscation ou restitution***

1. A la demande de la partie contractante requérante, les objets, documents, fonds ou autres valeurs qui ont été saisis à titre conservatoire peuvent faire l'objet d'une remise en vue de leur confiscation ou de leur restitution à l'ayant droit.
2. La partie contractante requise ne pourra pas refuser la remise du fait que les fonds correspondent à une dette de caractère fiscal ou douanier.
3. Les droits qu'un tiers de bonne foi fait valoir sur ces objets demeurent réservés.

*Article 35****Accélération de l'entraide***

1. L'autorité de la partie contractante requise exécute la demande d'entraide judiciaire dès que possible, en tenant compte au mieux des échéances de procédure ou d'autre nature indiquées par l'autorité de la partie contractante requérante. Celle-ci explique les raisons de ces échéances.
2. Lorsque la demande ne peut pas être exécutée, ou ne peut pas être exécutée entièrement, conformément aux exigences de l'autorité de la partie contractante requérante, l'autorité de la partie contractante requise en informe sans délai l'autorité de la partie contractante requérante et indique les conditions dans lesquelles la demande pourrait être exécutée. Les deux autorités peuvent ultérieurement s'accorder sur la suite à réserver à la demande, le cas échéant en la subordonnant au respect desdites conditions.

S'il est prévisible que le délai fixé par l'autorité de la partie contractante requérante pour exécuter sa demande ne pourra pas être respecté et si les raisons visées au paragraphe 1, deuxième phrase, montrent concrètement que tout retard gênera considérablement la procédure menée par cette autorité, l'autorité de la partie contractante requise indique sans délai le temps estimé nécessaire à l'exécution de la demande. L'autorité de la partie contractante requérante indique sans délai si la demande est néanmoins maintenue. Les deux autorités peuvent ensuite s'accorder sur la suite à réserver à la demande.

*Article 36****Usage des informations et moyens de preuve***

Les informations et moyens de preuve transmis dans le cadre de la procédure d'entraide pourront être utilisés, outre aux fins de la procédure pour laquelle l'entraide a été fournie:

- a) dans une procédure pénale dans la partie contractante requérante dirigée contre d'autres personnes ayant participé à la commission de l'infraction pour laquelle l'entraide avait été accordée;
- b) lorsque les faits à l'origine de la demande constituent une autre infraction pour laquelle l'entraide devrait également être accordée;
- c) dans les procédures visant à la confiscation des instruments et des produits des infractions pour lesquelles l'entraide devrait être accordée et dans les procédures pour dommages et intérêts dérivés des faits pour lesquels l'entraide avait été accordée.

*Article 37****Transmission spontanée***

1. Dans les limites de leur droit interne et de leurs compétences, les autorités judiciaires d'une partie contractante peuvent transmettre spontanément des informations et des moyens de preuve à une autorité judiciaire d'une autre partie contractante lorsqu'elles estiment que ceux-ci pourraient être utiles à

l'autorité de la partie contractante destinataire pour engager ou mener à bien des enquêtes ou des procédures ou que ces informations et moyens de preuve peuvent conduire ladite autorité à présenter une demande d'entraide judiciaire.

2. L'autorité de la partie contractante qui transmet les informations et moyens de preuve peut, conformément à son droit interne, assortir de conditions l'utilisation de ces informations et moyens de preuve par l'autorité de la partie contractante destinataire.

3. Toutes les autorités des parties contractantes sont liées par ces conditions.

#### *Article 38*

#### ***Procédures dans la partie contractante requise***

La demande d'entraide ne porte pas préjudice aux droits qui pour la partie contractante requérante pourraient résulter de sa qualité de partie civile dans des procédures judiciaires pénales internes initiées devant les autorités de la partie contractante requise.

#### TITRE IV

#### **Dispositions finales**

#### *Article 39*

#### ***Comité mixte***

1. Il est établi un comité mixte, composé de représentants des parties contractantes, qui est responsable de la bonne application du présent accord. A cet effet, il formule des recommandations et prend des décisions dans les cas prévus par l'accord. Il se prononce d'un commun accord.

2. Le comité mixte établit son règlement intérieur qui contient, entre autres dispositions, les modalités de convocation des réunions, de désignation de son président et de définition du mandat attribué à ce dernier.

3. Le comité mixte se réunit en fonction des besoins et au moins une fois par an. Chaque partie contractante peut demander la convocation d'une réunion.

4. Le comité mixte peut décider de constituer tout groupe de travail ou d'experts propre à l'assister dans l'accomplissement de ses tâches.

#### *Article 40*

#### ***Règlement des différends***

1. Chaque partie contractante peut soumettre au comité mixte un différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent accord, notamment lorsqu'elle considère qu'une autre partie contractante ne donne pas suite d'une manière répétée aux demandes de coopération qui lui sont adressées.

2. Le comité mixte s'efforce de régler le différend dans les meilleurs délais. Tous les éléments d'information utiles pour permettre un examen approfondi de la situation en vue de trouver une solution acceptable sont fournis au comité mixte. A cet effet, le comité mixte examine toutes les possibilités permettant de maintenir le bon fonctionnement du présent accord.

#### *Article 41*

#### ***Réciprocité***

1. L'autorité de la partie contractante requise peut refuser une demande de coopération lorsque la partie contractante requérante ne donne pas suite de manière répétée à une demande de coopération dans des cas similaires.



2. Avant de refuser une demande de coopération sur base de réciprocité le comité mixte est informé afin de lui donner l'occasion de se prononcer sur la question.

*Article 42*

***Révision***

Si une partie contractante désire une révision du présent accord, elle soumet une proposition à cet effet au comité mixte, qui formule des recommandations, notamment en vue d'engager des négociations.

*Article 43*

***Champ d'application territorial***

Le présent accord s'applique au territoire de la Confédération suisse, d'une part, et aux territoires où le traité instituant la Communauté européenne est applicable dans les conditions prévues par ce dernier, d'autre part.

*Article 44*

***Entrée en vigueur***

1. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.
2. Il est ratifié ou approuvé par les parties contractantes selon les procédures qui leur sont propres. Il entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la dernière notification des instruments de ratification ou d'approbation.
3. Jusqu'à l'entrée en vigueur du présent accord, chaque partie contractante peut, lorsqu'elle procède à la notification visée au paragraphe 2 ou à tout autre moment ultérieur, déclarer que ce dernier est applicable, en ce qui la concerne, dans ses rapports avec toute autre partie contractante ayant fait la même déclaration. Ces déclarations prennent effet quatre-vingt-dix jours après la date de réception de la notification.

*Article 45*

***Dénonciation***

La Communauté européenne ou la Confédération suisse peut dénoncer le présent accord en notifiant sa décision à l'autre partie contractante. La dénonciation prend effet six mois après la date de la réception de la notification de dénonciation.

*Article 46*

***Application dans le temps***

Les dispositions du présent accord sont applicables aux demandes concernant les activités illégales commises au moins six mois après la date de sa signature.

*Article 47*

***Extension de l'accord aux nouveaux Etats membres de l'Union européenne***

1. Tout Etat qui devient un Etat membre de l'Union européenne peut, moyennant notification écrite aux parties contractantes, devenir partie contractante au présent accord.
2. Le texte de l'accord dans la langue du nouvel Etat membre adhérent, établi par le Conseil de l'Union européenne, sera authentifié sur la base d'un échange de lettres entre la Communauté européenne et la Confédération suisse. Il vaudra comme texte authentique au sens de l'article 48.

3. Le présent accord entre en vigueur à l'égard de tout nouvel Etat membre de l'Union européenne qui y adhère quatre-vingt-dix jours après la réception de la notification de son instrument d'adhésion, ou à la date d'entrée en vigueur de l'accord si celui-ci n'est pas encore entré en vigueur à l'expiration de ladite période de quatre-vingt-dix jours.

4. Lorsque le présent accord n'est pas encore entré en vigueur lors de la notification de leur instrument d'adhésion, l'article 44, paragraphe 3, s'applique aux nouveaux Etats membres adhérents.

#### *Article 48*

#### ***Langues***

1. Le présent accord est rédigé en double exemplaire en langues allemande, anglaise, danoise, espagnole, estonienne, finnoise, française, grecque, hongroise, italienne, lettone, lituanienne, néerlandaise, polonaise, portugaise, slovaque, slovène, suédoise et tchèque, chacun de ces textes faisant également foi.

2. La version maltaise du présent accord sera authentifiée par les parties contractantes sur la base d'un échange de lettres. Elle fera également foi, au même titre que les langues visées au paragraphe 1.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés ont apposé leur signature au bas du présent accord.

FAIT à ..., le ...

Pour ...

Pour ...

\*

#### **ACTE FINAL**

Les plénipotentiaires

*Du Royaume de Belgique,*

*De la République tchèque,*

*Du Royaume de Danemark,*

*De la République fédérale d'Allemagne,*

*De la République d'Estonie,*

*De la République hellénique,*

*Du Royaume d'Espagne,*

*De la République française,*

*D'Irlande,*

*De la République italienne,*

*De la République de Chypre,*

*De la République de Lettonie,*

*De la République de Lituanie,*

*Du Grand-Duché de Luxembourg,*

*De la République de Hongrie,*

*De la République de Malte,*

*Du Royaume des Pays-Bas,*

*De la République d'Autriche,*

*De la République de Pologne,*

*De la République portugaise,*

*De la République de Slovénie,*

*De la République slovaque,*

*De la République de Finlande,*

*Du Royaume de Suède,*

*Du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,*

*De la Communauté européenne,*

d'une part, et

*De la Confédération suisse,*

d'autre part,

réunis à Luxembourg, le 26 octobre 2004 pour la signature de l'accord de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers, ont adopté les déclarations communes mentionnées ci-après et jointes au présent acte final:

1. Déclaration commune relative au blanchiment;
2. Déclaration commune concernant la coopération de la Confédération suisse à Eurojust et, si possible, au Réseau judiciaire européen.

En outre, les plénipotentiaires des Etats membres de l'Union européenne et ceux de la Communauté ainsi que les plénipotentiaires de la Confédération suisse ont adopté le procès-verbal agréé des négociations qui est annexé au présent acte final. Le procès-verbal agréé a force contraignante.

FAIT à ..., le ...

Pour ...

Pour ...

\*

#### **DECLARATION COMMUNE RELATIVE AU BLANCHIMENT**

Les parties contractantes conviennent que l'article 2, paragraphe 3, de l'accord relatif à la coopération en matière de lutte contre le blanchiment inclut au titre des faits préalables ceux constitutifs de fraude fiscale ou de contrebande par métier selon le droit suisse. Les informations reçues sur base d'une demande concernant le blanchiment peuvent être utilisées dans des procédures pour blanchiment, sauf dans des procédures contre des personnes suisses si tous les actes pertinents de l'infraction ont été exclusivement commis en Suisse.

\*

**DECLARATION COMMUNE  
CONCERNANT LA COOPERATION DE LA CONFEDERATION SUISSE  
A EUROJUST ET, SI POSSIBLE, AU RESEAU JUDICIAIRE EUROPEEN**

Les parties contractantes prennent note du souhait de la Confédération suisse de pouvoir sonder la possibilité d'une coopération de la Confédération suisse aux travaux d'Eurojust et, si possible, du Réseau judiciaire européen.

\*

**PROCES-VERBAL AGREE**

**des négociations sur l'Accord de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers**

Les parties contractantes sont convenues de ce qui suit:

*Ad article 2, paragraphe 1, lettre a)*

Les termes „fraude et toute autre activité illégale“ comprennent aussi la contrebande, la corruption et le blanchiment du produit des activités couvertes par le présent accord, sous réserve de l'article 2 paragraphe 3.

Les termes „échanges de marchandises en violation de la législation douanière et agricole“ sont entendus indépendamment du passage (départ, destination ou transit) ou non de la marchandise par le territoire de l'autre partie contractante.

Les termes „échanges en violation de la législation fiscale en matière de taxe sur la valeur ajoutée, d'impôts spéciaux à la consommation et de droits d'accises“ sont entendus indépendamment du passage (départ, destination ou transit) ou non des marchandises ou des services par le territoire de l'autre partie contractante.

*Ad article 15, paragraphe 2*

Le terme „moyen d'enquête“ comprend les auditions de personnes, les visites et les perquisitions dans des locaux et des moyens de transport, la copie de documents, la demande de renseignements et la saisie d'objets, de documents et de valeurs.

*Ad article 16, paragraphe 2, alinéa 2*

Le présent alinéa inclut notamment que les personnes présentes peuvent être autorisées à poser des questions et proposer des actes d'enquête.

*Ad article 25, paragraphe 2*

La notion d'accords multilatéraux entre les parties contractantes inclut notamment, à partir de son entrée en vigueur, l'accord entre l'Union européenne, la Communauté européenne et la Confédération suisse sur l'association de la Confédération suisse à la mise en oeuvre, à l'application et au développement de l'acquis de Schengen.

*Ad article 35, paragraphe 1*

Par „demande d'entraide judiciaire“, il est également entendu la transmission des informations et des éléments de preuve à l'autorité de la partie contractante requérante.

*Ad article 43*

La Commission européenne communiquera, au plus tard au moment de la signature de l'accord, une liste indicative des territoires auxquels le présent accord trouve application.

Service Central des Imprimés de l'Etat

5745/01

**N° 5745<sup>1</sup>****CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2007-2008

**PROJET DE LOI****portant approbation de l'accord de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers**

\* \* \*

**AVIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE**

(26.5.2008)

L'objet du présent projet de loi vise à approuver l'accord de coopération signé à Luxembourg le 26 octobre 2004 entre la Communauté européenne au nom de ses Etats membres et la Confédération suisse. Cet accord vise à mettre en place un cadre juridique adapté aux échanges existant entre ces deux ensembles de pays, à renforcer l'assistance administrative et l'entraide judiciaire en matière pénale en vue de lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers des cocontractants.

\*

**RESUME**

La Chambre de Commerce prend acte des nouvelles dispositions relatives à l'entraide judiciaire contenues dans l'accord de coopération conclu par la Communauté européenne – au nom de ses Etats membres – et la Suisse, qui se limitent actuellement aux relations avec la Confédération. Compte tenu du fait que ces dispositions s'inspirent d'un certain nombre de textes non encore transposés en droit national, il paraît nécessaire de s'attendre à ce que, dans un proche avenir, celles-ci soient étendues aux relations avec les autres Etats membres de l'Union européenne.

L'accord de coopération entre la Suisse et la Communauté européenne constitue certainement une avancée qui, sur base du principe de réciprocité, doit permettre de faciliter l'entraide judiciaire et l'assistance administrative entre un Etat membre et un Etat non-membre de l'Union européenne et, de manière générale, de combattre plus efficacement la contrebande et la fraude en matière de fiscalité indirecte à l'intérieur de l'Union européenne.

Dans le domaine de l'entraide judiciaire en matière pénale, le Luxembourg est tenu au respect des mesures de coopération avec les autorités judiciaires des différents Etats depuis l'application des dispositions de la loi du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire en matière pénale. Pour autant, l'accord de coopération met en péril un certain nombre de garanties individuelles comme le principe de la double incrimination, le principe de spécialité ou l'obligation de ne pas révéler au client, pendant une période provisoire, l'existence de mesures d'enquêtes. D'autre part, l'accord en permettant désormais à l'Etat requérant d'intenter un recours devant une juridiction pénale contre une décision prise par une autorité administrative de l'Etat requis, et, susceptible de faire l'objet d'un accord d'entraide judiciaire en matière pénale, constitue un facteur de concurrence dangereux entre les sphères administrative et judiciaire.

En conséquence, les attributs de la souveraineté juridique nationale sont appelés à disparaître sous l'effet d'une évolution inéluctable et nécessaire, dictée par la nécessité d'une lutte efficace contre la criminalité internationale.

Après consultation de ses ressortissants, la Chambre de Commerce prend acte du présent projet de loi qui intègre dans l'ordre interne luxembourgeois les dispositions de l'accord de coopération entre la Suisse et le Luxembourg, tout en insistant sur la prise en compte de ses remarques.

*Appréciation du projet de loi:*

	<i>Incidence</i>
Compétitivité de l'économie luxembourgeoise	0
Impact financier sur les entreprises	0
Transposition de la directive	n.a.
Simplification administrative	0
Impact sur les finances publiques	n.d.

Appréciations: ++ : très favorable  
+ : favorable  
0 : neutre  
- : défavorable  
- - : très défavorable  
n.a. : non applicable  
n.d. : non disponible

\*

**CONSIDERATIONS GENERALES**

L'importance de protéger efficacement les intérêts financiers des Communautés européennes ne s'arrête pas aux frontières extérieures des Etats membres. En effet, les éléments criminels opèrent au-delà des frontières de l'Union européenne. Ce constat justifie de prendre des mesures appropriées afin de lutter efficacement contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union européenne.

La Chambre de Commerce rappelle l'objectif affiché par le Conseil européen de Tampere des 15 et 16 octobre 1999, réaliser un véritable „espace judiciaire européen“ et dont la réalisation supposait en premier lieu la suppression du contrôle de la double incrimination – principe selon lequel une demande d'entraide judiciaire ne peut aboutir que si une infraction est punissable dans l'Etat requérant et dans l'Etat requis, entrave majeure à l'entraide judiciaire en matière pénale.

C'est dans ce contexte qu'a été signé à Luxembourg le 26 octobre 2004 l'accord de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres d'une part et la Confédération suisse, d'autre part (ci-après „l'Accord de coopération“), sur la base de l'article 280 et en liaison avec l'article 300 du Traité sur l'Union européenne et du Traité instituant la Communauté européenne. Cet accord fait l'objet du projet de loi sous avis.

L'Accord de coopération a pour objectif de lutter contre la fraude à tous les stades – la prévention, la détection, l'investigation, la poursuite et la répression administrative et pénale – et contre toute autre activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers des parties contractantes.

Ainsi qu'il ressort de l'exposé des motifs du présent projet de loi, les objectifs de l'Accord de coopération visent à

- créer un cadre clair pour la répression de la fraude entre un Etat membre et la Suisse,
- lutter de manière efficace contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers des parties contractantes,
- renforcer l'assistance administrative dans ces domaines,
- étendre l'entraide judiciaire à de nombreux cas de fraudes, notamment la contrebande et l'évasion de fiscalité indirecte,
- reconnaître l'importance de la lutte contre le blanchiment d'argent.

Cette lutte contre la fraude est réalisée par le biais de l'assistance administrative et de l'entraide judiciaire en matière pénale (respectivement les Titres II et III de l'Accord de coopération).



En outre, cet accord vise d'une manière générale essentiellement à simplifier et à accélérer les procédures d'assistance mutuelle, notamment par l'élargissement de son champ d'application qui se limite à des cas bien précis tels que:

- les échanges de marchandises en violation de la législation douanière et agricole;
- les échanges en violation de la législation fiscale en matière de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), d'impôts spéciaux à la consommation et de droits d'accises;
- la perception ou la rétention de fonds (y compris l'usage de ces fonds à des fins autres que celles initialement prévues) provenant du budget même ou d'un budget géré par la Suisse ou l'Union européenne, ou bien des budgets gérés pour leur compte tels que les subventions et les restitutions;
- les procédures de passation de contrats attribués par les parties;
- le blanchiment du produit des activités couvertes par l'Accord de coopération, à condition que les activités soient punissables selon le droit des deux parties contractantes d'une peine privative de liberté ou d'une mesure de sûreté, restreignant la liberté de plus de six mois.

S'agissant de l'assistance administrative, la Chambre de Commerce souligne que l'article 2 paragraphe 4 de l'Accord de coopération exclut clairement la fraude en matière de fiscalité directe et approuve cette exclusion qui est à son sens significative.

La fiscalité indirecte a été intégrée quant à elle dans le champ d'application de l'Accord de coopération. Celui-ci s'inscrit en conformité avec le dispositif réglementaire luxembourgeois<sup>1</sup> qui érige le principe de l'interdiction faite aux administrations fiscales de demander „aux établissements financiers, aux fins de contrôle des impôts, des renseignements individuels sur les clients ou sur tous les comptes d'une catégorie ou d'une importance déterminée“.

Néanmoins, l'article 2 paragraphe 2 précise qu'„une demande de coopération ne pourra pas être écartée au seul motif que la demande se rapporte à une infraction que la partie contractante requise qualifie d'infraction fiscale ou que la législation de la partie contractante requise ne connaît pas le même type de prélèvements ou de dépenses ou ne contient pas le même type de réglementation ou la même qualification juridique des faits que la législation de la partie contractante requérante“.

Le dispositif de l'Accord de coopération prévoit également la possibilité pour les parties contractantes de procéder à la saisie ou au recouvrement des montants dus, indûment perçus ou éludés. Par contre, pour les cas d'importance mineure, les autorités compétentes des parties contractantes peuvent refuser une demande de coopération sur base de l'Accord de coopération lorsque la demande porte sur un droit non perçu ou éludé inférieur à 25.000 euros ou lorsque la valeur des marchandises exportées ou importées, sans autorisation, est inférieure à 100.000 euros.

La Chambre de Commerce fait remarquer que la procédure de l'assistance administrative telle qu'instituée avec les autorités compétentes de la Confédération suisse, ci-après la „Confédération“, n'est pas entièrement nouvelle. Elle est, en effet, fortement inspirée du Règlement (CE) 1798/2003 du Conseil<sup>2</sup> relatif à la coopération administrative en matière de recouvrement de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

L'entraide administrative connaît cependant des limites qui justifient qu'une demande d'assistance administrative puisse être refusée du fait de/des:

- la limitation des compétences des diverses autorités de la partie requise, aux compétences de son droit interne;
- charges administratives disproportionnées, compte tenu du nombre ou de la nature des demandes introduites;
- l'obligation pour l'autorité requérante d'avoir épuisé ses propres sources d'information.

Par ailleurs, la mise en oeuvre de l'assistance administrative peut être déclenchée

- sur demande (article 12);
- de façon spontanée (article 20);

1 Articles 1 et 2 du Règlement grand-ducal du 24 mars 1989 précisant le secret bancaire en matière fiscale et délimitant le droit d'investigation des administrations fiscales.

2 Règlement (CE) 1798/2003 du Conseil concernant la coopération administrative dans le domaine sur la taxe sur la valeur ajoutée et abrogeant le règlement (CEE) No 218/92.

- par la création d'équipes communes d'enquête (articles 15 et 16);
- au moyen d'opérations communes transfrontalières (article 21).

Le recouvrement de créances de TVA ou d'accises visé au Titre II chapitre V de l'Accord de coopération est effectué par la partie requise „*comme s'il s'agissait de ses propres créances*“ (article 24, paragraphe 1), sans que celles-ci bénéficient cependant des mêmes privilèges (article 24, paragraphe 5). En effet, par analogie avec l'article 11 de la loi du 20 décembre 2002<sup>3</sup>, le recouvrement des créances auxquelles sont autorisées à se prévaloir les autorités compétentes suisses auprès de l'Etat luxembourgeois est écarté du bénéfice des garanties du Trésor, le cas échéant applicable aux créances analogues de l'Etat luxembourgeois. De ce fait, il est donc soumis au même régime que les autorités requérantes des autres Etats membres de l'Union européenne.

Tout comme les dispositions relatives à l'assistance administrative, les dispositions relatives à l'entraide judiciaire puisent leurs sources d'inspiration dans des instruments communautaires existants, conventions ou règlements européens<sup>4</sup>.

La Chambre de Commerce relève que certains de ces textes n'ont pas encore été transposés en droit luxembourgeois. De fait, le Titre III de l'Accord de coopération introduit des nouveautés dans le système juridique luxembourgeois d'entraide pénale internationale. S'agissant de l'entraide judiciaire, l'Accord de coopération vise à compléter la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959 ainsi que la Convention relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime du 8 novembre 1990.

De manière identique à ce qui est prévu en matière d'assistance administrative, la Chambre de Commerce se permet également de relever que l'article 37 de l'Accord de coopération permet également à chaque partie contractante la possibilité de remettre spontanément à l'autre partie toute information ou preuve susceptible de permettre à l'autorité destinataire de mener à bien une enquête ou de mener à bien une demande d'entraide judiciaire. Cette transmission d'informations ne peut toutefois être opérée qu'à l'initiative de l'Etat requis à qui il revient d'effectuer une demande d'entraide judiciaire.

Elle souligne toutefois que l'Accord de coopération opère cependant un recul par rapport à la loi du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire en matière pénale, ci-après la „Loi du 8 août 2000“, dans la mesure où, contrairement à cette dernière, dans le cadre des demandes d'entraide judiciaire en matière pénale, hormis le domaine du blanchiment, la possibilité pour la personne visée par une demande d'enquête ou de perquisition d'intenter un recours en nullité n'est plus assurée.

Bien que consciente des engagements internationaux pris par le Luxembourg conformément à un accord signé par l'Union européenne au nom de ses Etats membres ainsi que des objectifs poursuivis par les parties contractantes – simplifier et accélérer les procédures d'assistance mutuelle entre autorités compétentes, notamment par la transmission directe des demandes entre autorités judiciaires et la limitation des contrôles – la Chambre de Commerce réitère son attachement à certains principes de droit, à savoir le principe de la double incrimination, le principe de spécialité ou celui de la protection des informations bancaires et financières confiées par le client au banquier (hormis les cas de blanchiment), à l'égard des autorités judiciaires étrangères.

D'autre part, l'Accord de coopération prévoit d'inclure le blanchiment du produit des activités illégales dans les hypothèses d'entraide judiciaire en matière pénale, à condition toutefois que ces activités soient punissables selon le droit des parties contractantes d'une peine privative de liberté ou d'une mesure de sûreté restreignant la liberté de plus de six mois. Ainsi, les demandes de perquisitions saisies ainsi que les commissions rogatoires constituées à cette fin, ne sont recevables qu'à cette condition.

Enfin, la Chambre de Commerce salue la volonté de la Confédération de se rallier à Eurojust, organe de coopération en matière judiciaire visant à faciliter la coordination optimale entre les autorités com-

<sup>3</sup> Loi du 20 décembre 2002 concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement dans la Communauté européenne des créances relatives à certains impôts, cotisations, droits, taxes et autres mesures.

<sup>4</sup> Acte du Conseil du 29 mai 2000 établissant, conformément à l'article 34 du traité sur l'Union européenne, la convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les Etats membres de l'Union européenne (JOCE 197 du 12 juillet 2000) complétée par le Protocole du 16 mai 2001 à la convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale – Proposition de décision-cadre du Conseil 2642ème session du Conseil Justice et affaires intérieures du 24 février 2005 relative au mandat européen d'obtention de preuves tendant à recueillir des objets, des documents et des données en vue de leur utilisation dans le cadre de procédures pénales.

pétentes, les actions d'enquête ainsi que la poursuite par les Etats membres couvrant le territoire de plusieurs d'entre eux.

\*

## OBSERVATIONS PARTICULIERES

### L'entraide judiciaire avec la Confédération

*Concernant l'article 26 paragraphe 1, a) sous le titre III de l'Accord de coopération – Procédures dans lesquelles l'entraide est également accordée*

Cette disposition illustre une des nouveautés au niveau des conditions qui permettent de faire droit à une demande d'entraide judiciaire. Ainsi, par exemple, l'entraide judiciaire peut être déclenchée, dans le cadre de procédures relatives à des infractions poursuivies par des autorités administratives dont la décision peut donner lieu à un recours devant une juridiction pénale.

La Chambre de Commerce estime que cette disposition n'est pas exempte de risques dans la mesure où, à son avis, elle donne lieu d'une certaine manière, à une intervention des autorités administratives et des tribunaux, et par conséquent à une concurrence des sphères administrative et judiciaire.

*Concernant l'article 27 de l'Accord de coopération – Transmission des demandes*

La Chambre de Commerce note que cet article de l'accord n'apporte pas de modifications particulières quant aux conditions de recevabilité des demandes d'entraide judiciaire actuellement en vigueur eu égard à ce que prévoit déjà l'article 2 de la Loi du 8 août 2000 qui dispose qu'en vue de l'exécution des demandes d'entraide, la demande peut être transmise par les autorités compétentes de l'Etat requérant, soit au Procureur général d'Etat luxembourgeois, soit directement au Ministre de la Justice ou aux autorités judiciaires luxembourgeoises.

*Concernant l'article 32 sous le titre III de l'Accord de coopération – Demande de renseignements bancaires et financiers*

L'Accord de coopération couvre également les demandes de renseignements bancaires et financiers et précise les conditions qui président à la transmission des informations portant sur des comportements constitutifs d'escroquerie fiscale ou sur une infraction équivalente, au regard de la législation de l'Etat requis. Ces informations doivent concerner notamment des comptes bancaires ouverts dans les banques établies sur le territoire de l'une des parties.

Outre le fait que les demandes de perquisitions et saisies ainsi que les commissions rogatoires constituées à cette fin ne sont recevables, aux termes de l'article 31, qu'à la condition que les activités qui constituent le fait préalable soient punissables selon le droit des deux parties contractantes d'une peine privative de liberté ou d'une mesure de sûreté restreignant la liberté de plus de six mois, les points suivants sont néanmoins à relever:

- la partie requise peut, pendant une période déterminée, autoriser la surveillance des opérations bancaires et communiquer le résultat de cette surveillance à la partie requérante;
- l'institution financière ne doit pas révéler, pendant une période limitée, au client ou à un tiers l'existence de mesures d'enquêtes;
- le secret bancaire ne peut être invoqué pour rejeter une demande d'entraide.

#### *Article 32 paragraphe 3*

Cette disposition fait interdiction à chaque partie contractante de divulguer au client qu'une demande d'informations le concernant a été émise par la partie requérante ou qu'une enquête est en cours.

La Chambre de Commerce souligne que cette interdiction qui a trait à l'obligation de sauvegarder le contenu confidentiel d'une demande et son contenu à l'égard du client, est un principe récurrent, inhérent au cadre juridique communautaire et national relatif à la lutte contre le blanchiment de capitaux.

Cette disposition qui s'inscrit en effet dans le cadre d'un accord bilatéral de coopération avec un pays tiers, est identique à celle prévue de s'appliquer dans le cadre légal luxembourgeois visant d'une manière générale la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme.

Comme cela a déjà été relevé ci-avant, dans le domaine du blanchiment, l'obligation de ne pas informer le client et l'impossibilité pour ce dernier d'exercer un recours tranche avec le droit accordé à la personne visée par une demande d'enquête ou de perquisition, d'exercer un recours en nullité contre l'acte exécutant la demande d'enquête.

De fait, l'interprétation faite par la doctrine de cette disposition avait logiquement autorisé le banquier à informer son client de l'existence de mesures d'enquêtes, une partie de la doctrine allant même jusqu'à dire qu'il s'agissait d'une obligation<sup>5</sup>. Cette approche a également été confirmée par une jurisprudence récente<sup>6</sup> dans laquelle le tribunal a considéré que si les dispositions de la Loi du 8 août 2000 n'imposent pas „de manière expresse l'obligation à la banque d'informer le titulaire du compte de la notification de la saisie, les liens contractuels liant le banquier à son client imposent l'information de ce dernier de toute notification afin de lui permettre l'exercice des voies de recours“.

A cet égard, elle rappelle que l'Association des Banques et des Banquiers, Luxembourg (ABBL) avait déjà, en son avis du 28 octobre 1997 relatif au projet de loi relatif à l'entraide judiciaire en matière pénale, considéré comme fondamental le droit à un recours, pour la personne contre qui s'exerce une demande de transmission d'informations bancaires et financières en faveur d'une autorité judiciaire étrangère ou contre qui une demande d'entraide est diligentée, hormis les cas de blanchiment ou de terrorisme.

*Concernant l'article 36 sous le titre III de l'Accord de coopération – Usage des informations et moyens de preuve*

La Chambre de Commerce est d'avis que cet article met fin au principe de spécialité en autorisant l'utilisation des informations communiquées à d'autres fins que celles pour lesquelles l'entraide a été accordée (procédures suivies à l'encontre d'autres personnes, requalification des faits, utilisation dans les procédures de confiscation). Ce principe qui à l'heure actuelle est une des conditions permettant de donner droit à une demande d'entraide judiciaire en matière pénale et de rendre exécutoire une demande de perquisition et de saisie, constitue une garantie contre l'éventualité d'un usage abusif du recours à l'entraide judiciaire.

La Chambre de Commerce est d'avis que l'abandon de ce principe va changer fondamentalement la procédure d'entraide judiciaire. Cependant, étant donné que la fiscalité directe est exclue du champ d'application de l'Accord de coopération, en pratique, cette disposition ne devrait toutefois pas permettre d'ouvrir dans le pays requérant une action pénale en matière de fiscalité directe.

*Article 36 alinéa c)*

En ce qui concerne le gel et la saisie du produit des infractions pour lesquelles l'entraide judiciaire est demandée, cette disposition autorise d'étendre cette mesure provisoire à d'autres biens, si les biens issus de l'infraction n'existent plus sur le territoire de l'Etat requis.

Toutefois, la Chambre de Commerce prend la peine de souligner que la recevabilité d'une commission rogatoire aux fins de perquisition est subordonnée, aux termes de l'article 31 de l'Accord de coopération, à la condition que le fait soit punissable dans les deux Etats de peines restreignant la liberté d'au moins six mois ou d'une sanction équivalente et que l'exécution de la commission rogatoire soit compatible avec le droit de l'Etat requis.

La Chambre de Commerce souligne et déplore le fait que l'Accord de coopération traduise l'éloignement manifeste d'un autre principe traditionnel, celui de la double incrimination, qui conditionne le déclenchement de l'entraide judiciaire internationale.

\*

Après consultation de ses ressortissants, la Chambre de Commerce prend acte du présent projet de loi qui intègre dans l'ordre interne luxembourgeois les dispositions de l'accord de coopération entre la Suisse et le Luxembourg, tout en insistant sur la prise en compte de ses remarques.

<sup>5</sup> Dean Spielmann, „Le secret bancaire et l'entraide judiciaire en matière pénale au Grand-Duché de Luxembourg“ in Les Dossiers du Journal des tribunaux.

<sup>6</sup> Jugement commercial du Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, 15<sup>ème</sup> section, siégeant en matière commerciale du 6 décembre 2006 – Commentaires de Genn Meyer in Bulletin Droit et Banque ALJB No 41.

Service Central des Imprimés de l'Etat

5745/02

N° 5745<sup>2</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2007-2008

**PROJET DE LOI**

**portant approbation de l'accord de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers**

\* \* \*

**AVIS DU CONSEIL D'ETAT**

(7.10.2008)

En date du 10 juillet 2007, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de loi sous rubrique, élaboré par le ministre des Finances. Le texte du projet de loi était accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire des articles, ainsi que du texte de l'accord à approuver.

Par dépêche en date du 30 mai 2008, l'avis de la Chambre de commerce a été communiqué au Conseil d'Etat.

Le texte du projet de loi vise à approuver l'accord de coopération signé à Luxembourg en date du 26 octobre 2004 entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, qui a comme but de lutter contre la fraude et toute activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers (article I). Par ailleurs, le projet de loi sous rubrique désigne respectivement la division du contentieux, d'enquêtes et des recherches de l'Administration des douanes et accises et le directeur de l'Administration de l'enregistrement et des domaines ou son délégué comme autorité centrale pour la transmission et la réception des demandes d'assistance administrative selon que celle-ci concerne la matière douanière et accisienne, ou la taxe sur la valeur ajoutée (article II).

L'article III désigne le procureur général d'Etat comme autorité centrale pour la transmission et la réception des demandes d'entraide judiciaire.

\*

**CONSIDERATIONS GENERALES**

L'objet du présent projet de loi consiste à approuver l'accord de coopération signé à Luxembourg le 26 octobre 2004 entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers. Cet accord s'inscrit dans une deuxième série d'accords bilatéraux liant l'Union européenne et la Suisse, une première série d'accords ayant été conclue en 1999 et étant entrée en vigueur en 2002. Etant donné que la Suisse n'adhère pas à l'Union européenne et que de nombreux échanges existent entre ces deux entités, ces accords se placent dans la démarche des autorités helvétiques et européennes de définir un cadre juridique pour leurs relations de tout type, en négociant des accords bilatéraux. Il s'agit ici des accords dit „de la deuxième génération“, signés non seulement par la Communauté européenne mais également par chacun des Etats membres qui doivent ainsi les transposer dans leur droit national.

L'accord comprend 48 articles regroupés sous 4 titres dont les objectifs sont résumés comme suit dans l'exposé des motifs:

- „– créer un cadre clair pour la répression de la fraude entre un Etat membre et la Suisse,
- lutter de manière efficace contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers des parties contractantes,

- renforcer l’assistance administrative dans ces domaines,
- étendre l’entraide judiciaire à de nombreux cas de fraudes, notamment la contrebande et l’évasion de fiscalité indirecte,
- reconnaître l’importance de la lutte contre le blanchiment d’argent.“

Le Titre Ier comprend les dispositions d’ordre général en définissant les actions de lutte contre la fraude qui comprennent „la prévention, la détection, l’investigation, la poursuite et la répression“ de toute activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers des parties contractantes. Le texte de l’accord simplifie les procédures d’assistance mutuelle, prévoit leur accélération et l’élargissement de leur champ d’application. Sont visées essentiellement les activités illégales dans le domaine financier, notamment en matière de fiscalité indirecte, domaine dans lequel le texte procède à une extension du champ de l’entraide.

Le Titre II traite de l’assistance administrative avec les autorités compétentes de la Confédération suisse, en particulier en ce qui concerne l’assistance sur demande, l’assistance spontanée, les formes particulières de coopération et le recouvrement des créances tombant dans le champ d’application de l’accord concerné.

Le Titre III précise l’entraide judiciaire avec la Suisse en reprenant des éléments d’autres instruments juridiques internationaux, notamment la Convention du 29 mai 2000 relative à l’entraide judiciaire en matière pénale entre les Etats membres de l’Union européenne (JOCE 197 du 12 juillet 2000) et du Protocole du 16 octobre 2001 à la Convention relative à l’entraide judiciaire en matière pénale entre les Etats membres de l’Union européenne (JOCE 326 du 21 novembre 2001).

Le Titre IV, sous la dénomination de *Dispositions finales*, établit un comité mixte composé des représentants des parties contractantes responsables de la bonne application de l’accord. Ce comité est chargé notamment de régler les différends qui peuvent naître de l’interprétation ou de l’application de l’accord et peut être saisi d’une demande de révision de l’accord par une des parties contractantes.

\*

## EXAMEN DES ARTICLES

Le Conseil d’Etat recommande de numéroter les articles du dispositif à l’aide de chiffres arabes conformément aux usages de la légistique.

### *Article I (1er selon le Conseil d’Etat)*

Cet article approuve formellement l’accord entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d’une part, et la Confédération suisse, d’autre part.

### *Article II (2 selon le Conseil d’Etat)*

Comme prévu à l’article 11 de l’accord, cet article désigne respectivement la division du contentieux, d’enquêtes et des recherches au sein de l’Administration des douanes et accises, et le directeur de l’Administration de l’enregistrement et des domaines ou son délégué comme autorité centrale pour la transmission et la réception des demandes d’assistance administrative prévues par l’accord.

### *Article III (3 selon le Conseil d’Etat)*

Cet article désigne le Procureur général d’Etat comme autorité centrale pour la transmission de la réception des demandes d’entraide judiciaire.

Le Conseil d’Etat n’a pas d’observation à formuler sur le libellé des trois articles qui composent ce projet de loi.

Se rendant compte du rôle important que cet accord joue dans le rapprochement de la Suisse et de l’Union européenne, le Conseil d’Etat approuve l’Accord ainsi que le projet de loi qui dispose sa transposition dans le droit national.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 7 octobre 2008.

*Le Secrétaire général,*  
Marc BESCH

*Le Président,*  
Alain MEYER



5745/03

**N° 5745<sup>3</sup>****CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2008-2009

**PROJET DE LOI**

**portant approbation de l'accord de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers**

\* \* \*

**RAPPORT DE LA COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET**

(23.10.2008)

La Commission se compose de: M. Laurent MOSAR, Président-Rapporteur; MM. François BAUSCH, Ben FAYOT, Gaston GIBERYEN, Charles GOERENS, Norbert HAUPERT, Claude MEISCH, Mme Lydia MUTSCH, MM. Roger NEGRI, Lucien THIEL et Michel WOLTER, Membres.

\*

**1. ANTECEDENTS**

Le projet de loi sous rubrique a été déposé le 9 juillet 2007 par Monsieur le Ministre des Finances.

Le projet de loi a été avisé par la Chambre de Commerce le 26 mai 2008.

Le Conseil d'Etat a rendu son avis le 7 octobre 2008.

Le 25 septembre 2007, le projet de loi sous rubrique a été présenté à la Commission parlementaire. Au cours de cette même réunion, la Commission a désigné le rapporteur en la personne de son Président Monsieur Laurent MOSAR.

L'avis de la Haute Corporation de même que le présent rapport ont été analysés et adoptés dans la réunion du 23 octobre 2008.

\*

**2. OBJET DU PROJET DE LOI**

L'objet du présent projet de loi consiste à approuver l'accord de coopération signé à Luxembourg le 26 octobre 2004 entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers.

\*

### **3. ACCORDS BILATERAUX ENTRE L'UNION EUROPEENNE ET LA SUISSE**

L'accord sur la lutte contre la fraude s'inscrit dans une deuxième série d'accords bilatéraux liant l'Union européenne et la Suisse. Une première série d'accords, conclus en 1999, est entrée en vigueur le 1er juin 2002. Ces accords portent sur la libre circulation des personnes, des transports terrestres, du transport aérien, de l'agriculture, de la recherche, des obstacles techniques au commerce et des marchés publics.

Etant donné que la Suisse n'adhère pas à l'Union européenne et que de nombreux échanges existent entre ces deux entités, ces accords se placent dans la démarche des autorités helvétiques et européennes de définir un cadre juridique pour leurs relations de tout type, en négociant des accords bilatéraux.

Les négociations relatives à l'accord de coopération pour lutter contre la fraude ont débuté au mois de juillet 2001, parallèlement à celles concernant huit autres accords sectoriels. Elles se sont achevées le 25 juin 2004, et l'ensemble des accords dit „de la deuxième génération“ a été signé le 26 octobre 2004.

Dans la mesure où l'accord sur la lutte contre la fraude revêt le caractère d'un accord mixte, il a été signé non seulement par la Communauté européenne mais également par chacun des Etats membres qui doivent ainsi le transposer dans leur droit national. Afin de pouvoir être appliqué sur le territoire de l'Union Européenne, il doit être ratifié par chaque Etat membre.

\*

### **4. POINTS SAILLANTS DU PRESENT ACCORD DE COOPERATION**

L'accord de coopération pour lutter contre la fraude comprend 48 articles regroupés dans quatre titres et répondant aux objectifs suivants:

- créer un cadre clair pour la répression de la fraude entre un Etat membre et la Suisse,
- lutter de manière efficace contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers des parties contractantes,
- renforcer l'assistance administrative dans ces domaines,
- étendre l'entraide judiciaire à de nombreux cas de fraudes, notamment la contrebande et l'évasion de fiscalité indirecte,
- reconnaître l'importance de la lutte contre le blanchiment d'argent.

#### **4.1 Titre Ier**

Le Titre Ier comprend les dispositions d'ordre général en définissant les actions de lutte contre la fraude qui comprennent „la prévention, la détection, l'investigation, la poursuite et la répression“ de toute activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers des parties contractantes. Cette lutte passe par une coopération tant administrative que judiciaire. Les modalités de cette assistance administrative, et surtout judiciaire, sont détaillées de façon précise par l'accord. Ainsi la coopération ne peut être refusée que dans certaines conditions: une demande de coopération sur base de l'accord peut être refusée lorsque la demande porte sur une valeur d'importance mineure (droit non perçu inférieur à 25.000 euros ou valeur des marchandises exportées ou importées sans autorisation inférieure à 100.000 euros) ou en cas d'atteinte à l'ordre public de l'une ou de l'autre partie contractante.

Les informations et les éléments de preuve communiqués ou obtenus en vertu de cette coopération sont couverts par le secret officiel. Par ailleurs, la requête et son contenu peuvent rester confidentiels si la partie requérante le demande. Il est encore important de noter que les impôts directs sont exclus de cet accord.

#### **4.2 Titre II**

Le Titre II traite de l'assistance administrative avec les autorités compétentes de la Confédération suisse, en particulier en ce qui concerne l'assistance sur demande, l'assistance spontanée, les formes particulières de coopération et le recouvrement des créances tombant dans le champ d'application de l'accord concerné.

L'article 9 de l'accord a pour objet de limiter le cadre juridique de l'assistance administrative en ce sens que la compétence de l'autorité compétente requise pour l'exécution des demandes d'assistance est limitée aux seuls droits et pouvoirs légaux internes. Ainsi cette autorité ne peut-elle faire des enquêtes et transmettre des informations que lorsque la législation ou la pratique administrative l'autorise à effectuer ces enquêtes, à recueillir ou à utiliser ces informations pour ses propres besoins. Il résulte de l'article 9 que les parties contractantes appliquent les dispositions du titre II dans le cadre des compétences qui leur ont été conférées sur base de leur droit interne.

Aussi l'Administration des Douanes et Accises est-elle compétente pour le traitement des demandes de surveillance des échanges de marchandises visées par l'article 13 de l'accord en matière de taxe sur la valeur ajoutée, dans la mesure de la compétence lui conférée notamment par la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée et des règlements grand-ducaux pris en son exécution.

En ce qui concerne le recouvrement des créances tombant dans le champ d'application de l'accord, il est signalé que, conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi du 20 décembre 2002 concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement dans la Communauté européenne des créances relatives à certains impôts, cotisations, droits, taxes et autres mesures, les créances afférentes aux droits d'accises et à la taxe sur la valeur ajoutée dont le recouvrement est demandé par les autorités compétentes de la Confédération suisse aux autorités compétentes luxembourgeoises ne jouissent pas des garanties du Trésor le cas échéant applicables aux créances analogues de l'Etat luxembourgeois.

#### 4.3 Titre III

Le Titre III de l'accord est consacré à l'entraide judiciaire. Il précise l'entraide judiciaire avec la Suisse en reprenant des éléments d'autres instruments juridiques internationaux, notamment la Convention du 29 mai 2000 relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les Etats membres de l'Union européenne et du Protocole du 16 octobre 2001 à la Convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les Etats membres de l'Union européenne. Certains articles sont également repris de la convention d'application de l'accord de Schengen et de la décision-cadre du Conseil du 22 juillet 2003 relative à l'exécution dans l'Union européenne des décisions de gel de biens ou d'éléments de preuve.

#### 4.4 Titre IV

Le Titre IV, sous la dénomination des *Dispositions finales* établit un comité mixte composé de représentants des parties contractantes responsables de la bonne application de l'accord. Ce comité est chargé de régler les différends qui peuvent naître de l'interprétation ou de l'application de l'accord. Une réciprocité est instaurée afin de permettre le refus d'une demande de coopération par une des parties contractantes qui se serait vue traitée d'une manière similaire. Une révision de l'accord peut être soumise au comité mixte par une des parties contractantes. Celui-ci formule alors des recommandations. L'accord s'applique au territoire de la Confédération suisse et à celui de la Communauté européenne. Il est prévu que l'accord sur la lutte contre la fraude est conclu pour une durée indéterminée et ratifié par les parties contractantes selon les procédures qui leurs sont propres. Le texte peut cependant être dénoncé. Par ailleurs, il ne s'applique aux demandes concernant les activités illégales que si elles ont été commises au moins six mois après la date de sa signature.

#### 4.5 Conclusions

Le texte de l'accord simplifie les procédures d'assistance mutuelle, prévoit leur accélération et l'élargissement de leur champ d'application.

L'accord a essentiellement pour objectif de mettre un terme aux activités illégales dans le domaine financier. Il comporte indubitablement des avancées significatives dans plusieurs domaines, notamment en ce qui concerne l'obligation de coopération en matière de fiscalité indirecte, l'extension du champ de l'entraide, la possibilité de transmission directe des demandes entre autorités judiciaires, le principe du respect par l'autorité requise des exigences procédurales et des délais spécifiés par la partie requérante, la limitation du contrôle de double incrimination et l'obligation de coopération en matière de recueil des informations bancaires et financières.

\*

## 5. AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Dans son avis du 7 octobre 2007, le Conseil d'Etat note que le projet de loi désigne respectivement la division du contentieux, d'enquêtes et des recherches de l'Administration des douanes et accises et le directeur de l'Administration de l'enregistrement et des domaines ou son délégué comme autorité centrale pour la transmission et la réception des demandes d'assistance administrative selon que celle-ci concerne la matière douanière et accisienne, ou la taxe sur la valeur ajoutée.

En plus, il remarque que le procureur général d'Etat est désigné comme autorité centrale pour la transmission et la réception des demandes d'entraide judiciaire.

Le Conseil d'Etat estime que l'accord de coopération pour lutter contre la fraude joue un rôle important dans le rapprochement de la Suisse et de l'Union européenne. Il approuve ainsi l'accord de même que le projet de loi qui transpose l'accord dans le droit national.

La Haute Corporation n'a pas d'observation à formuler sur le libellé des trois articles qui composent ce projet de loi. Elle recommande seulement de numéroter les articles du dispositif à l'aide de chiffres arabes conformément aux usages de la légistique.

\*

Compte tenu de ce qui précède, la Commission des Finances et du Budget recommande à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi dans la teneur qui suit:

\*

### PROJET DE LOI

**portant approbation de l'accord de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers**

**Art. 1.**– Est approuvé l'accord de coopération signé à Luxembourg en date du 26 octobre 2004 entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers.

**Art. 2.**– La division du contentieux, d'enquêtes et des recherches au sein de l'Administration des Douanes et Accises, respectivement le directeur de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines ou son délégué sont désignés comme autorité centrale pour la transmission et la réception des demandes d'assistance administrative en matière douanière et accisienne respectivement en matière de taxe sur la valeur ajoutée, en application de l'article 11 de l'accord.

**Art. 3.**– Le procureur général d'Etat est désigné comme autorité centrale pour la transmission et la réception des demandes d'entraide judiciaire, en application de l'article 27 de l'accord.

Luxembourg, le 23 octobre 2008

*Le Président-Rapporteur,*  
Laurent MOSAR

5745/04

N° 5745<sup>4</sup>

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2008-2009

---

## PROJET DE LOI

**portant approbation de l'accord de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers**

\* \* \*

### **DISPENSE DU SECOND VOTE CONSTITUTIONNEL PAR LE CONSEIL D'ETAT**

(9.12.2008)

*Le Conseil d'Etat,*

appelé par dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, du 21 novembre 2008 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

### **PROJET DE LOI**

**portant approbation de l'accord de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers**

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 20 novembre 2008 et dispensé du second vote constitutionnel;

Vu ledit projet de loi et l'avis émis par le Conseil d'Etat en sa séance du 7 octobre 2008;

*se déclare d'accord*

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 59 de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique du 9 décembre 2008.

*Le Secrétaire général,*  
Marc BESCH

*Le Président,*  
Alain MEYER

Service Central des Imprimés de l'Etat



5745

**MEMORIAL**  
**Journal Officiel**  
**du Grand-Duché de**  
**Luxembourg**



**MEMORIAL**  
**Amtsblatt**  
**des Großherzogtums**  
**Luxemburg**

---

**RECUEIL DE LEGISLATION**

---

**A — N° 204**

**24 décembre 2008**

---

**Sommaire**

**ACCORD DE COOPERATION  
ENTRE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE ET SES ETATS MEMBRES  
ET LA CONFEDERATION SUISSE  
POUR LUTTER CONTRE LA FRAUDE ET TOUTE ACTIVITE ILLEGALE PORTANT  
ATTEINTE A LEURS INTERETS FINANCIERS**

**Loi du 18 décembre 2008 portant approbation de l'accord de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers ..... page **3108****